

3€

regards

N°68 JUIN 2016

UNION EUROPÉENNE

LE COMPTE À REBOURS



Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

Directrice de la publication

et gérante

Clémentine Autain

Photo de couverture CC

Daniel Antal

SOMMAIRE N°68

UNION EUROPÉENNE, LE COMPTE À REBOURS

L'UE a été atteinte par l'onde de choc du Brexit, mais la crise était déclarée depuis longtemps. Quelle reconstruction européenne proposer, qui échappe aux impasses d'un projet à l'agonie comme aux mirages du repli national ?

P. 04 - Après le Brexit, refaire l'Europe

P. 08 - L'Europe, on la change ou elle meurt

QUELLE GAUCHE POUR 2017 ?

Mélenchon en campagne, le PCF en rase campagne, le PS engagé dans «sa» primaire... La présidentielle va redessiner les contours des gauches mais pour l'heure, les conséquences des choix stratégiques des uns et des autres restent floues.

P. 14 - Entre le PCF et Mélenchon, encore quelques degrés de séparation

P. 22 - Jean-Luc Mélenchon : « Il est de mon devoir d'avancer sans attendre le bon vouloir de qui que ce soit »

P. 30 - PS : une primaire contre la gauche

LA RÉPRESSION, BRAS ARMÉ DE LA LIBÉRALISATION

Les mobilisations du printemps ont illustré comment les doctrines policières répressives ont été mises au service d'un exécutif qui a cherché le rapport de forces. Pour imposer la loi travail et discréditer le mouvement social.

P. 36 - Le gouvernement choisit le camp de la peur

P. 40 - Flash-Ball, grenades : pourquoi il faut désarmer le maintien de l'ordre

P. 46 - Hugo Melchior, militant criminalisé



UNION EUROPÉENNE, LE COMPTE À REBOURS

L'UE a été atteinte par l'onde de choc du Brexit, mais la crise était déclarée depuis longtemps. Quelle reconstruction européenne proposer, qui échappe aux impasses d'un projet à l'agonie comme aux mirages du repli national ?

Après le Brexit, refaire l'Europe

Le Brexit marque une énième faillite de la construction européenne, devenue confiscation européenne.

Une nouvelle idée de l'Europe s'impose : celle des origines de ce rêve, celle des peuples.

Les Britanniques, jeunes et vieux confondus, ont participé massivement au référendum imposé à David Cameron. Ils ont voté «leave» à 52%. Ils ont choisi la sortie de l'Union au terme d'une campagne exceptionnellement dure, voire violente. Cette campagne a été l'occasion d'entendre des discours xénophobes que l'Angleterre avait enfouis depuis les années 30. Contrairement au vote français de 2005, les voix de la contestation de la construction européenne ont pris des chemins de droite, d'extrême droite souvent. La gauche anglaise n'a pas trouvé les mots pour donner un sens progressiste au refus de cette Europe ; elle n'a pas non plus su porter un discours de refondation européenne qui rencontre la colère de son peuple. Cette gauche sort encore un peu plus affaiblie.

Mais les Britanniques ont-ils eu d'autres façons de dire que cette Europe-là ne

leur va pas ? La surdité des pilotes de l'Europe, conduit l'UE dans le mur à grande vitesse. Du nord au sud de notre continent, à chaque fois que les peuples sont consultés ils disent «non». Non au chantage comme en Grèce. Non au libéralisme comme en France. Et partout non à la remise en cause de la promesse démocratique. Va-t-on leur dénier ce droit ? Va-t-on longtemps cultiver ce paradoxe que l'extrême droite demande de consulter les peuples et que les «sages» responsables, les tenants de la bonne «gouvernance», les dirigeants européens «raisonnables» s'exclament en cœur que laisser le peuple s'exprimer est du «populisme» ?

REVENIR AU RÊVE EUROPÉEN

L'idée européenne est ancienne. Mais elle a été confisquée, trustée et perver-

tie. Elle n'était pas un rêve de commerce, mais d'échange et de paix, de démocratie et de respect. L'idée européenne, celle-là-même qu'exprime la devise «Unie dans la diversité», se disait une perceptive de commun. Mais le commun est devenu le marché commun. Et l'union est devenu le marché unique : tout ou presque s'est réduit au marché. Aux foules sentimentales il fut répondu concurrence et équilibre budgétaire. «TINA», There Is No Alternative, est devenu le prénom de l'Europe. L'idée que nous nous faisons de l'Europe est plus profonde. Elle ne remonte pas à la Communauté européenne du charbon et de l'acier. Elle ne débute pas avec le traité de Rome de 1957. Elle n'a jamais été réductible au Marché commun. Notre idée européenne s'ancre dans les rêves partagés de liberté, d'égalité et de paix. Si Victor Hugo et tant d'autres se sont enthousiasmés hier, ce fut pour une grande idée, pas pour une administration tatillonne.

La première révolution moderne est venue précisément de l'Angleterre et elle

porta haut les idéaux de liberté. L'Europe s'est empourprée lors de la Révolution française et une espérance d'égalité balaya le continent. Cette Europe est dans la mémoire des peuples et de chacun de nous. C'est sur ces legs que doit se bâtir un nouveau projet européen.

LIBÉRALISME, BUREAUCRATIE, AUTORITARISME

Et pour cela, il faut rompre en Europe et dans chaque pays avec ce qui nous enserme au point de nous rendre malades. En Europe et dans chaque pays, il faut se dégager du carcan des traités européens qui, au prétexte d'économie, empoisonnent les âmes. L'austérité est la vérité du libéralisme contemporain. La «gouvernance» a pour nom commun bureaucratie et autoritarisme. Le rêve de paix se transmue en engrenages de guerre, en promesse d'armées intégrées et «dronéisées». Notre humanité s'abîme en Méditerranée, devenue un morbide cimetière.

Parce que l'Europe ne peut châtier les peuples qui veulent inventer, comme en Grèce, parce qu'elle renoncerait à elle-même en reniant les droits humains fondamentaux qui la fondent, en méprisant la culture et les échanges entre les peuples et ses jeunes... Pour toutes ces raisons, des forces, des hommes, des femmes, des artistes et des intellectuels se lèvent.

Podemos en Espagne, Jeremy Corbyn en Grande Bretagne, le Mouvement pour la démocratie en Europe : Diem 25 de Varoufakis, Brian Eno, Ken Loach, Slavoj Zizek ou Julian Assange. Tous prolongent les mobilisations européennes des marches de chômeurs et des femmes, des lanceurs d'alerte du Luxleaks, des opposants aux mines de charbon en Allemagne ou au transfert des déchets nucléaires par train au travers du continent. Tous veulent construire un autre avenir commun. Nous sommes de ceux-là. ● CATHERINE TRICOT

L'Europe, on la change ou elle meurt

Les électeurs britanniques ont voté majoritairement pour la sortie de l'Union européenne. Leur décision est souveraine. Elle était attendue. Elle provoque pourtant de la sidération. Modèle ou abomination ? Et si l'on réfléchissait autrement ?

Plusieurs décennies d'obstination technocratique ont conduit l'Union européenne à l'abîme. On prétendait rassembler, et si possible sans limites. Six, neuf, douze, quinze, vingt-sept... L'Europe occidentale, puis méditerranéenne, puis centrale et orientale. Et pourquoi pas la Turquie, les ex-Républiques soviétiques et quel nouveau pays encore ?

Or ce n'est pas tout d'élargir. Encore faut-il trouver le ciment, le moteur de régulation de cet immense et riche puzzle. L'UE l'a trouvé dans l'affirmation d'un couple : sur le plan économique, c'est la concurrence qui régule, le plus possible « libre et non faussée » ; sur le plan politique, c'est la norme de la gouvernance, c'est-à-dire le pouvoir des « compétents », et d'abord celui des « économiquement responsables ». Résultat : on a créé une puissance continentale, la

plus forte concentration de richesses au monde, mais au prix d'une polarisation croissante d'inégalités en tous genres, de fragilités sociales redoutables, d'un dumping fiscal qui a abouti à une logique de concurrence à l'intérieur même de l'Union.

L'UE AUJOURD'HUI : À PRENDRE OU À LAISSER

L'institutionnalisation de l'Europe a progressé, mais les peuples sont restés à la traîne. Les coups de semonce n'ont pas manqué. Négativement, on a connu la montée des ressentiments et la poussée des droites extrêmes. Plus positivement, on a eu le coup de tonnerre des « non » français et néerlandais au projet de Traité constitutionnel européen en 2005, puis la victoire de Syriza en Grèce. On a laissé prospérer les premiers et écrasé

les seconds. On a dédaigné les refus de la France et des Pays-Bas et on a crucifié la Grèce.

L'Europe d'en haut a dit à l'Europe d'en bas : il n'y a pas d'alternative. Il n'y a pas d'autre Europe possible que la nôtre : vous l'acceptez ou vous la quittez. L'Union européenne telle qu'elle est ou le retour à l'Europe des nations... Les Britanniques l'ont entendu : ils ont dit qu'ils sortaient. C'est leur droit. Reste à savoir s'il faut les imiter. Pour Marine Le Pen et pour les extrêmes droites européennes, la réponse est évidente : les nations et leurs frontières sont les garanties les plus sûres d'une protection face aux désordres de la mondialisation. Puisqu'on ne peut changer l'ordre du monde, le plus réaliste est de se calfeutrer. Ensuite, c'est aux plus puissants de tirer leur épingle du jeu. Les Français doivent donc dire non à l'Europe.

Face à cette tentation, les «européistes» prônent, dans des équilibres variables, l'approfondissement des logiques économique-sociales en cours, l'accentuation du fédéralisme européen, l'acceptation d'une Europe à plusieurs vitesses. En gros, on continue et on accentue, fût-ce en affirmant haut et fort que l'on veut réformer voire refonder. Mais comment

réformer si l'essentiel de la règle du jeu est intangible ? Comment changer sérieusement l'ordre des choses dans le cadre de traités qui en interdisent la possibilité réelle ? Devant ces questions, la gauche de gauche apparaît divisée. Une part est tentée par la rupture immédiate, avec la monnaie unique ou même avec l'Union européenne elle-même. Il n'est pas de mobilisation populaire, il n'est pas de démocratie possible en dehors du cadre de nations, disent les plus déterminés.

« L'EUROPE, ON LA CHANGE OU ON LA QUITTE » ?

Au lendemain du Brexit, Jean-Luc Mélenchon a lancé une formule qui claque : « L'Europe, on la change ou on la quitte ». De quoi s'agit-il dans son esprit ? De proposer que la France se dote d'un Parlement et d'un exécutif qui, à la différence des pouvoirs antérieurs, engageraient la France dans une renégociation du cadre des traités existants, pour aller vers une autre architecture institutionnelle, de pente ouvertement sociale, démocratique et écologique. La France jouerait donc des ressources de sa puissance face à la logique prônée entre autres par sa voisine allemande. Elle mettrait au

cœur du débat deux conceptions antagoniques de l'Europe, l'une poursuivant la double logique de la concurrence et de la gouvernance, l'autre s'attachant à promouvoir la double piste du partage et de la souveraineté populaire.

Dans cette confrontation-négociation, la France utiliserait l'arme d'une menace : si de nouveaux traités ne pouvaient pas voir le jour, elle mettrait en place un «plan B» organisant sa sortie. Un «Frexit» en quelque sorte, mais préparé et annoncé par avance... En cas de refus d'une nouvelle architecture européenne, les électeurs français décideraient par référendum s'ils veulent ou non que la France reste dans l'Union européenne. Disons clairement que cette proposition est aux antipodes de celle de Marine Le Pen. Elle n'envisage la sortie de l'Union que comme un pis-aller et non comme un objectif fondamental et elle place le référendum à l'issue d'un processus et non comme un préalable immédiat. Il n'en reste pas moins que la formule ramassée, selon laquelle on change l'Europe ou on la quitte, présente plus d'inconvénients que d'avantages.

À sa manière, elle donne quitus à la doxa européenne qui identifie l'Union et le

socle de la concurrence-gouvernance sur lequel elle est bâtie. Or ce couple ne s'applique pas d'abord et avant tout à l'échelle de l'Union européenne : il est le principe régulateur de tous les territoires sans exception, du local au planétaire. À quoi bon, dès lors, sortir de l'Union européenne, si c'est pour retrouver à l'identique la même logique aux échelons supérieurs ou inférieurs ? Il faut partout y résister, les combattre. À l'échelle européenne, il est possible d'agir comme l'a fait la Grande-Bretagne pendant si longtemps en refusant d'appliquer les traités qui lui semblaient contraires à son projet politique – ultralibéral en l'occurrence. Une France combative vis-à-vis du néolibéralisme et de l'austérité pourrait décider de s'affranchir de ce qui entraverait sa libre détermination. Cela ne signifie pas abandonner l'échelle européenne, mais implique de ne pas se soumettre à l'Union européenne telle qu'elle est, à sa règle de l'unanimité, à ses normes de concurrence.

LA SORTIE NE PEUT PAS ÊTRE L'OPTION PREMIÈRE

L'alternative «changement ou départ» sous-estime par ailleurs que la bataille

pour passer d'une logique à une autre n'est pas celle d'un moment, mais qu'elle est nécessairement un processus de longue durée, où se nouent conflits et alliances à toutes les échelles, où les avancées possibles se nouent à des niveaux imprévisibles. Quand va-t-on décider qu'une bataille est définitivement perdue à tel ou tel endroit ? Jusqu'où va-t-on dans l'utilisation des formules simples ? Le combat pour la transformation sociale n'est pas plus facile en France qu'en Europe. Va-t-on alors suggérer que la France, on la change ou on la quitte ?

Le dilemme de l'Europe est consubstantiel à son existence institutionnelle. L'Union européenne, telle qu'elle s'est faite et non telle qu'elle a été rêvée, est la fille de la guerre froide et de la domination du capital. L'inverse n'est pas vrai : se sortir de l'Europe ne fait sortir ni de l'hégémonie financière, ni du heurt des puissances et de «l'état de guerre».

Qu'on le veuille ou non, nous vivons dans un monde rendu incertain par la mondialisation du capital et par les calculs de puissances. L'Europe actuelle y joue un rôle décisif et il n'est pas indifférent de savoir dans quelle direction, autour de quelles valeurs, avec quels objectifs elle le fait. Au nom de cette incertitude planétaire, il faudrait accepter tout ou n'importe quoi de l'Europe ? Beau-

coup, à gauche, s'y résolvent ; à tort, car c'est une impasse. Mais s'imagine-t-on qu'une France sortie d'un cadre européen sera mieux armée pour peser sur le désordre du monde ? Bien sûr qu'il faudra, devant tous les peuples d'Europe, souligner vivement le fait qu'une Union européenne sans la France serait une aberration. Bien sûr qu'il conviendra de répéter que tout ce qui mutila la souveraineté française est inacceptable pour le peuple français et déraisonnable pour l'Europe elle-même. Mais il devrait être clair aujourd'hui que la sortie, toujours envisageable hélas, ne sera pas l'option première d'une France bien à gauche. Son objectif devra être, inlassablement, de rassembler les peuples d'Europe autour du seul socle qui puisse le fonder : la norme démocratique, sociale et écologique.

L'UE DOIT CHANGER RADICALEMENT

S'il convient de «sortir» quelque chose, c'est la philosophie actuelle de l'Union. S'il faut «sortir» les peuples, ce n'est pas de l'Europe mais de la logique financière de la mondialisation capitaliste et du modèle technocratique de la gouvernance. « L'Europe, on la change ou on la quitte » risque d'être aussi illusoire que la fuite en avant européiste des gouvernants et d'une partie de la gauche. En fait,

ou bien le monde, l'Europe, la France, les métropoles changent, ou bien nous sommes voués aux inégalités, au ressentiment, à la violence et aux malheurs. S'il y a un dilemme, il est là sur le fond.

Il n'est pas vrai que l'on puisse se dispenser d'une rupture radicale, et cela dans tous les territoires sans exception. Toute autre affirmation risque de n'être qu'un miroir aux alouettes. Dans l'immédiat, le message doit être sans équivoque. L'Union européenne doit changer radicalement. Pour cela, il lui faut se sortir du carcan des traités européens actuels, dont la sacralisation et l'intangibilité sont des malédictions. La France a pour elle d'être une puissance. Depuis des décennies, elle s'aligne sur des normes qui brident notre continent et minent sa stabilité. La chance de l'Europe, ce serait donc une France qui s'engage ouvertement pour la libérer de tout ce qui l'entrave et depuis trop longtemps.

L'enjeu des élections de 2017, dans la foulée du mouvement social puissant de cette année, c'est ainsi de désigner un exécutif et une représentation parlementaire qui n'aient pas d'autre objectif à long terme que la refonte totale des traités européens et le respect de la souveraineté populaire. Partout, à tout moment.

● CLÉMENTINE AUTAIN, ROGER MARTELLI

QUELLE GAUCHE POUR 2017 ?

Mélenchon en campagne, le PCF en rase campagne, le PS engagé dans «sa» primaire... La présidentielle va redessiner les contours des gauches mais pour l'heure, les conséquences des choix stratégiques des uns et des autres restent floues.

Entre le PCF et Mélenchon, encore quelques degrés de séparation

Congrès du PCF, lancement présidentiel de Jean-Luc Mélenchon : les rassemblements de juin ont permis de mesurer ce qui séparait les deux principales composantes du Front de gauche sur la route de 2017.

Rien d'insurmontable...

À Paris, entre Stalingrad et Aubervilliers, il y a un canal. Ce dimanche sur la place, Jean-Luc Mélenchon tenait son premier meeting de la campagne 2017. À l'autre bout, Pierre Laurent mangeait des moules en l'honneur du Front populaire. Que signifie cette étendue d'eau ? Une voie navigable, un lien possible ? Un fossé infranchissable ? On y voit (un peu) plus clair à l'issue de ce dimanche où les frères ennemis du Front de gauche se sont toisés à distance.

L'AUTRE SOLUTION DE PIERRE LAURENT

Le PCF clôturait de manière festive son congrès. Pierre Laurent pouvait souffler avec ses camarades : il venait d'être

largement réélu pour son dernier mandat de secrétaire national. La direction nationale était-elle même validée par les congressistes au terme d'une fusion des listes : celle de la majorité et celle affirmant l'objectif de rassembler la gauche radicale – sans blanc-seing de cette dernière.

La direction du Parti communiste a donc l'imprimatur des militants pour tenter de faire émerger l'autre solution dont rêve Pierre Laurent : un candidat rassemblant toute la gauche «non-hollandaise». Officiellement, la porte n'est donc pas fermée pour Jean-Luc Mélenchon. Mais le PCF veut le voir entrer dans un cadre collectif allant de la gauche de gauche jusqu'aux «frondeurs» du Parti socialiste.

Comme le reconnaît lui-même Pierre Laurent, le pari est audacieux tant la faisabilité paraît aléatoire : les frondeurs, très présents au congrès, continuent de plaider pour une primaire du PS – avec Hollande. Cécile Dufлот affirme, elle, vouloir une candidature écologiste autonome. Le choix du congrès en faveur du vote «oui» à l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes compliquant encore l'objectif stratégique énoncé par ailleurs... Pierre Laurent, dans un discours fleuve de plus d'une heure, a conclu le congrès par un vibrant appel aux électeurs socialistes pour qu'ils refusent de faire de Hollande leur candidat. Solferino les entendra-t-il ?

LA «RÉVOLUTION CITOYENNE» DE MÉLENCHON

À une encablure de là, Jean-Luc Mélenchon délivrait une toute autre musique devant 10.000 personnes. Son axe central ne portait pas sur le ralliement des socialistes déçus, mais sur la mobilisation des quatre millions d'électeurs de 2012... fois deux ! Il en appelait aux lutteurs. Ceux des mouvements sociaux d'abord. Les opposants à la loi El Khomri, les Goodyear et les salariés d'Air France. Mais au-delà de ces idées partagées par toute la gauche sociale, Jean-Luc Mélenchon a développé un discours renouvelé sur les transforma-

tions révolutionnaires de l'époque. Rompant avec la tradition, il parla peut-être davantage du travail que de l'emploi, faisant une large place au contenu même des métiers, à la souffrance au travail, à la bureaucratisation du travail.

Il enchaînait avec des idées neuves sur la conquête du temps, le temps long du bel ouvrage, du travail, de la création, de la démocratie et de la réversibilité. Il ne manquait pas d'amplifier ce qui devient son marqueur : la mutation écologique. Jean-Luc Mélenchon assèche l'espace d'une candidature écologiste autonome en insérant la perspective écolo dans une vision révolutionnaire pacifiste et démocratique. Il donne un sens global et non seulement social à sa visée, la révolution citoyenne.

Pierre Laurent cherche un candidat susceptible de faire pont entre tous les combats, qui ne clive pas et qui rassemble. Jean-Luc Mélenchon est toujours aussi bouillonnant, mais il bénéficie d'une expérience partagée depuis cinq ans. Crise de l'Europe, crise démocratique, consciences nouvelles des transformations radicales du monde... il peut déployer son discours sans heurter son auditoire. Détermination et rassemblement : avec quelques coups de rame et vents favorables, le canal Saint-Denis prendrait rétrospectivement le sens d'un trait d'union. ● CATHERINE TRICOT

Jean-Luc Mélenchon

« Il est de mon devoir d'avancer sans attendre le bon vouloir de qui que ce soit »

Jean-Luc Mélenchon a lancé sa campagne pour l'élection présidentielle 2017. Refus de la primaire, présidentialisation, insoumission, divisions à gauche, programme, méthode : il explique sa démarche.

En vous engageant dans le processus de la campagne 2017, n'aggravez-vous pas la présidentialisation de la vie politique ?

Jean-Luc Mélenchon. Je connais bien cette critique depuis l'élection du président de la République au suffrage universel en 1965. Mais je constate que cette élection s'est installée dans notre pays, qu'elle est devenue une culture collective et je crois que nous pouvons et devons l'utiliser. Quand commence un match de foot, il vaut mieux ne pas le jouer comme une partie de volley... Une campagne politique comme la présidentielle est globale et totale. Elle transforme tous ceux qui y participent. Cette

idée est largement partagée quand il s'agit de la lutte sociale. Cela vaut aussi pour le combat électoral. Une élection transforme ceux qui votent autant que ceux qui s'engagent dans la campagne. Faire campagne électorale c'est vouloir convaincre et entraîner. Ce n'est pas une petite chose secondaire. Gagner des bulletins de vote, c'est gagner des consciences.

Onze mois avant l'échéance, n'est-ce pas prématuré ?

Mais la campagne a déjà commencé à LR, à l'extrême droite et au PS ! En février, j'ai voulu lancer la mobilisation politique de notre famille pour vivre 2017 comme une

chance et non comme un piège. Je m'inscris dans la longue durée pour construire le rapport de forces dont nous avons besoin. La durée est le moyen de notre enracinement. C'est nécessairement de longue haleine. Il est vrai qu'en donnant ce rendez-vous du 5 juin, je n'anticipais pas, alors, le contexte politique avec le mouvement social en cours contre la loi El Khomri et les mobilisations des Nuits debout. C'est là un propulseur d'énergie qui tombe particulièrement bien. Car de quoi s'agit-il ? Certainement pas de vendre un produit, de «prendre des parts du marché politique ou électoral». Notre sujet est la construction d'un mouvement politique de plusieurs millions de personnes. Ce dont il est question, c'est de la révolution citoyenne. Ce processus ne fait que commencer, même s'il s'inscrit déjà dans une histoire dont 2012 fut un moment de franchissement de seuil.

Mais vous décidez seul de votre candidature et de son tempo...

Factuellement, rien n'est plus faux. J'ai cherché à discuter avec les dirigeants du Front de gauche de ce que nous pouvions faire dès le mois de décembre. Je n'ai pas été écouté. Je ne veux pas mettre de l'huile sur le feu en rappelant ces faits, mais je voudrais bien que chacun assume ses désaccords sans les transformer en problèmes personnels : il n'est pas vrai que j'ai agi dans mon coin sans crier gare. À présent, je travaille déjà en équipe, avec l'appui de plusieurs sec-

teurs politiques et sociaux, sans oublier le renfort de plusieurs milliers de communistes, de socialistes et de syndicalistes. Bien sûr, il y a une dimension personnelle de la décision. Encore heureux !

Cette décision découle-t-elle de votre refus d'une primaire ?

Le point de départ de ma décision est mon refus et celui du Parti de gauche d'entrer dans la primaire. Depuis 2007, j'analyse le système de la primaire comme un tamis social et politique destructeur. Aujourd'hui davantage encore, une primaire de toute la gauche ne peut être qu'une source de confusions démoralisantes. Quand on mesure à quel point la parole politique du Front de gauche a déjà été discréditée, cette confusion pourrait effacer toute notre influence de la carte ! Le PCF a milité pour ces primaires de toute la gauche et Ensemble a commencé par s'y associer plus ou moins. Le PCOF, Socialisme et république et le PG les ont rejetées. Personne ne m'a consulté, nous n'en avons jamais discuté collectivement. J'ai donc annoncé ma décision de ne pas m'y plier dès le mois de décembre. Et j'ai proposé ma candidature à un moment calculé en équipe : au lendemain de la déclaration de candidature de Marine Le Pen et de l'entrée au gouvernement d'écologistes, en plein débat sur la déchéance de nationalité. La droite dominait le débat, Hollande flirtait avec le programme du FN et divisait encore davantage les écolos

en embauchant Emmanuelle Cosse. Ma proposition de candidature se présentait comme un sursaut contre l'effacement. Pierre Laurent vient de déclarer qu'il souhaitait une « candidature commune d'alternative à gauche ».

Comprenez-vous cet appel comme un premier pas vers un rapprochement ?

Je comprends surtout que la direction communiste ne croit plus aux primaires. J'avais donc raison de ne pas m'être enfoncé dans cette histoire et de n'avoir pas perdu ces quatre mois en intrigues. J'ai mis ce temps à profit pour construire : 110.000 appuis et 1.000 groupes de base. À présent, Pierre Laurent dit vouloir éviter l'éclatement de la gauche d'alternative pour accéder au second tour de la présidentielle. Je ne comprends pas. Les frondeurs ont beaucoup voté et soutenu le gouvernement Hollande-Valls et ils forment de nombreux clans concurrents ; les écologistes sont totalement atomisés. Aucun ne renonce à une candidature de leur parti.

Comment interprétez-vous la position du Parti communiste, et quelle est la vôtre à son égard ?

Je trouve pénible que le PCF abandonne la méthode du rassemblement qu'a été le Front de Gauche pour des partenariats aussi incertains. La proposition de Pierre Laurent n'a donc pas de réalité politique. Je crains que les communistes ne se re-

trouvent très isolés à l'arrivée. Alors que le combat a besoin d'eux, de leurs idées, de leur engagement. Je suis prêt à faire équipe. Chacun peut prendre sa place dans la lutte dès l'instant où il y a de la clarté dans l'objectif et sur la méthode. Et de la cohérence entre ce qu'on dit et ce qu'on fait. Comme si nous n'avions pas les bases d'une candidature ; comme si nous n'avions pas déjà réuni quatre millions de voix et comme si nous n'avions pas déjà un programme partagé. Je déplore cet a priori sans motif à mon égard. Mais il est de mon devoir d'avancer sans attendre le bon vouloir de qui que ce soit.

Pourquoi ne pas avoir accepté de participer à une primaire sur les bases du Front de gauche ?

Parce que personne ne l'a jamais proposé. Ce dont il a été publiquement question, cela a été d'une primaire de toute la gauche. Et maintenant, il est trop tard pour revenir en arrière. En revanche, il est injuste de dédaigner la main que je tends. Cela m'affecte. Je ne comprends pas que la critique prenne toujours ce tour personnel, souvent au-delà du trait ! Qu'il est triste de voir tant d'amis d'hier espérer mon échec et ajouter leurs croche-pieds aux coups que me donnent nos adversaires. Heureusement qu'il y a l'accueil amical que me réservent des milliers de militants et sympathisants communistes, malgré l'acrimonie de leurs porte-parole.

Comment comptez-vous élaborer le programme de votre candidature ?

Le programme est l'affaire centrale de la campagne. Ce n'est pas une formalité, mais une préparation de chaque citoyen à l'exercice des responsabilités publiques avant même la victoire. Il faut accueillir toutes les contributions dès lors qu'il s'agit de radicalités concrètes. Et je paierai mes dettes : je dirai d'où viennent les idées que nous reprenons. Par exemple, je fais mien le scénario négaWatt [1] et je dis qui l'a élaboré. La société a déjà produit une partie du programme. Et depuis 2012, il s'est réfléchi de très nombreux sujets et inventé de nombreuses solutions, parmi les syndicats, les associations, les intellectuels. Sachons les écouter, les reprendre. Nous ne sommes pas au-dessus d'eux.

Vous liez la question du programme à celle de son élaboration. Comment se pose celle de son application ?

Nous avons besoin de préciser nos idées autant que la manière de les mettre en œuvre. Je reste traumatisé par l'expérience de 1983 [2]. Nous avons alors un programme hautement transformateur. Lorsque nous nous sommes retrouvés face au mur de l'argent, deux points de vue se sont affrontés. Ceux qui voulaient rester dans le cadre du système monétaire européen (SME) et ceux qui proposaient une autre politique. J'étais de ceux-là. L'inconvénient de notre point

de vue est que nous n'avions rien de concret à proposer. Et nous avons été éliminés. C'est la même leçon que je tire des déboires en Amérique latine ou de la Grèce de Tsipras. Si nous accédons au pouvoir, il nous faut un plan A et un plan B en toutes circonstances. À cette exigence programmatique s'ajoute la claire conscience de l'importance de l'engagement du peuple. En 1981, pour revenir à cette expérience pour moi fondatrice, nous n'avons pas souhaité l'intervention populaire. Pire, nous avons demandé à chacun de rester dans les clous. La méthode de la révolution citoyenne tourne la page de cette erreur.

Vous affirmez vous inscrire dans la perspective de l'exercice du pouvoir. Pourtant, vous paraissez seul... Un homme ne change pas une société.

Je souriais amèrement, au début, lorsqu'on me renvoyait à ma solitude. Et puis j'ai mesuré la part de mépris qu'il y a dans cette affirmation. Donc les 107.000 personnes qui déclarent leur soutien ne compteraient pour rien ? Parmi eux, il y a plus de 2.000 syndicalistes de tous les métiers, de tous les syndicats, de tous les niveaux de responsabilité... Parmi eux, il y a des communistes, des écologistes de lutte parmi les plus reconnus, des militants socialistes et tout le PG. Je suis seul si l'on regarde du balcon. Mais je sais que je suis inséré dans un milieu de dizaines de milliers de gens qui s'engagent. Et la révolution citoyenne, c'est

l'implication de millions de personnes dans l'action gouvernementale.

Ce dont il est question, c'est de l'absence de soutien de partis politiques...

Le Parti de gauche, la NGS de Liêm Hoang-Ngoc, les communistes insoumis, les «Ensembles insoumis» ne comptent pas ? De qui parle-t-on ? Du PCF. Aujourd'hui, c'est lui qui est seul, et je m'en désole. Autre chose : ceux qui émettent cette critique mesurent-ils le discrédit dont souffrent les partis ? Il faut arrêter avec ce mauvais procès. Je veux que l'on comprenne ma démarche. Je refuse la confusion du «rassemblement de la gauche» ! Après la publication de L'Ère du peuple, j'ai cherché la transversale qui fédère l'ouvrier qui lutte, la femme qui se démène pour tenir sa famille hors de l'eau, le lanceur d'alerte, le chercheur qui s'accroche... Le mot «insoumis» m'a paru être celui qui les réunit tous. Insoumission au cadre globalitaire qui veut tout régenter, la société, nos goûts et nos corps. L'action contre ce cadre nous fédère.

Vous croyez en une dynamique de fédération de la contestation et des alternatives ?

Je crois que cela va se cristalliser lors de cette campagne et se déployer avec la victoire. Le mouvement va s'auto-organiser. Je ne sais pas encore comment. Il va

falloir l'inventer. Mais je sais aussi que « le chemin se fait en marchant », comme le dit si bien Antonio Machado. J'ai beaucoup regardé en France et ailleurs, j'ai beaucoup expérimenté pour trouver les nouvelles formes d'organisation. Je ne propose pas la disparition des partis, mais je souhaite qu'ils sachent se dépasser par l'action. Les outils numériques nous donnent de nouvelles possibilités pour agréger chacun, toutes nos différences. Pourquoi les refuserions-nous ?

Vous liez campagne présidentielle et création d'un mouvement. Est-ce que cela n'est pas trop d'un coup ? Les militants des partis constitués sont souvent attachés à les conserver...

C'est vrai que je pourrais me contenter d'un bon slogan, d'affiches et d'émissions de télé. Mais je ne vais pas le faire. J'ai trop compris ce qui arrivait à nos amis d'Amérique latine. Nous avons besoin, pour réussir la grande transformation nécessaire, d'un peuple motivé et conscientisé. Et je crois qu'il faut créer ce grand corps militant qui réunit ceux qui décident d'animer, déclencher, solliciter notre peuple. Le Front de gauche aurait pu être ce lieu, ce réseau. Cela ne l'a pas été. Si le Front de gauche décide de renaître, il peut être une composante de ce mouvement, de cette France insoumise. Au nom de quoi pourrais-je m'approprier l'étiquette Front de gauche ? Je ne l'ai jamais fait. J'ai déploré que Pierre Laurent le fasse sans mandat tant de fois !

On en revient aux divisions au sein de la gauche de gauche...

Je comprends que les communistes soient attachés à la permanence de leur parti. Mais c'est à eux de trouver le chemin stratégique qui permettra de combiner leurs volontés et l'aspiration de dizaine de milliers de gens à entrer dans un cadre commun. Je ne peux le faire à leur place ni renoncer à ce que j'ai analysé sur notre temps. L'objectif est bien de fédérer. Pour le faire, il faut être capable de tourner les pages de l'aigreur. Je ne demande pas qu'on me rallie. Je tâche de faire bien mon travail, d'accomplir la part qui me revient et je sais que je ne suis pas éternel. Il nous faut faire naître un monde neuf. Nos vieux habits peuvent rester dans l'armoire ou le grenier. Ils ne vont pas s'envoler. On pourra les retrouver, quand on voudra, si l'on en a besoin...

● ENTRETIEN PAR CATHERINE TRICOT

Photo Louis Camelin



PS : une primaire contre la gauche

Le piège de la primaire s'est refermé : le PS a décidé qu'elle aurait lieu, Hollande pourra y concourir, les frondeurs en seront. Une primaire taillée sur mesure pour le président, admire la presse. Mais la gauche peut y périr. Sauf si...

Jean-Christophe Cambadélis a réussi son coup. Jeudi 16 juin, on murmurait encore qu'un primaire n'était pas possible et que, s'il le fallait, le PS modifierait ses statuts pour ne pas obliger le Président à s'y plier. Dans la foulée, tout le monde se préparait à cette éventualité. Les frondeurs laissaient entendre qu'ils pourraient jouer leur propre carte et Pierre Laurent lui-même, qui n'a jamais écarté l'hypothèse d'une votation à gauche sans le président ou l'un de ses ministres, n'hésitait pas à fustiger la « fébrilité » socialiste à écarter toute idée de primaire.

UN PARADOXAL ÉCLAIRCISSEMENT POLITIQUE

Vendredi, le premier secrétaire du PS a pris tout le monde à contre-pied, avec la bénédiction de l'Élysée. Il y aura une primaire et François Hollande pourra y chercher la légitimité qui lui manque, sous les

auspices de la plus vieille des ficelles : « Au secours, la droite revient ! » Le contour de la consultation est désormais tracé. Ce ne sera pas toute la gauche, fait mine de déplorer «Camba», puisque le PCF et EE-LV n'en ont pas voulu en écartant a priori une candidature Hollande. La primaire ne concernera donc qu'une gauche et une seule : celle que l'on appelle indifféremment «gauche de gouvernement» ou «gauche réformatrice» à l'instar de Manuel Valls. Comme si, entre nous soit dit, ladite gauche «réformatrice» avait à ce point fait montre de sa capacité à gouverner...

En l'absence de toute primaire officielle, les «frondeurs» avaient laissé plus ou moins entendre qu'ils étaient libres de concourir à une candidature plus franchement à gauche. Ils se présentaient ainsi comme les pivots possibles d'une recomposition incluant «l'autre gauche». Les voilà contraints d'accepter la règle du jeu édictée rue de Solferino et d'en

assumer les conséquences : si Hollande l'emporte dans cette nouvelle formule verrouillée, ils n'auront pas d'autre choix que de le soutenir jusqu'au bout. Quitte à donner rendez-vous pour l'après 2017... Paradoxalement, le choix solférinien éclaircit l'horizon politique. La décision entérinée samedi par le Conseil national du PS a en effet des implications stratégiques. Elle signifie que, pour la majorité de ses responsables, l'horizon du socialisme est nécessairement dans la trace esquissée naguère par le néotravailisme de Tony Blair. À leurs yeux, cela implique une rupture avec toute une tradition sociale-démocrate. La loi travail referme symboliquement la parenthèse ouverte par le Front populaire, il y a exactement 80 ans ; le modèle Hollande-Valls-Macron clôt quant à lui l'histoire du socialisme ouvrier. Au-delà, il suggère d'achever la longue phase d'une gauche sociale et politique structurée par l'égalité, par le refus du capitalisme et le parti pris de la rupture sociale. La compétitivité et l'ordre seraient les maîtres mots d'une gauche prétendument décomplexée. Adieu donc à la «Sociale» et à ses rêves...

VA-TOUT SOCIAL-LIBÉRAL ET GAUCHE LOBOTOMISÉE

Il faut reconnaître à Cambadélis qu'il ne manque pas d'aplomb. Il nous propose en effet d'assumer complètement la logique sociale-libérale au moment même où elle bat de l'aile sur tout notre continent. Le PS grec s'est brisé sur son exercice, le socialisme à la mode Zapatero

s'essouffle en Espagne, la social-démocratie allemande se cherche et le modèle fondateur lui-même, le travaillisme britannique, a donné un spectaculaire coup de barre à gauche avec l'arrivée de Jeremy Corbyn. Longtemps tenue pour rebelle au socialisme prétendument «moderne», la France serait aujourd'hui vouée à en reprendre le flambeau.

La direction socialiste sait ce qu'elle fait : elle joue son va-tout. En France, voilà près de quatre décennies que le socialisme exerce son hégémonie sur la gauche française. Depuis, il n'a cessé de reculer devant la pression libérale d'un capitalisme de plus en plus financiarisé et mondialisé. Il prônait autrefois le «changer la vie» ; il s'enlise maintenant dans la dérive de l'état de guerre, de la déchéance de nationalité, de la loi travail et de la stigmatisation de la lutte sociale. Le constat est désormais cruel, mais sans appel : la gauche va mal, non pas parce qu'elle est divisée, mais parce que le PS l'a lobotomisée.

COMMENT NE PAS RELEVER CE DÉFI ?

Comme cela se dessine en Espagne, le moment est venu en France de remettre la gauche historique sur ses rails. Son terreau n'est pas la compétitivité mais l'égalité, non pas la concurrence mais le partage, non pas l'appropriation privée mais la logique publique de la mise en commun, non pas la gouvernance mais la souveraineté populaire. L'esprit de rupture, à nouveau, doit l'emporter sur l'es-

prit d'accommodement au capitalisme. Il fut longtemps la marque de fabrique de la gauche française ; il doit redevenir majoritaire à gauche ; il peut désormais y parvenir. Hors de cela, la gauche ne peut pas gagner ; elle n'a aucune chance de juguler la montée du Front national.

La possibilité d'un redressement de la gauche

Longtemps, la gauche de gauche a reculé, laissant l'initiative à un socialisme sans cesse un peu plus recentré. La possibilité s'entrevoit de renverser cette logique délétère. La lutte sociale montre d'ores et déjà sa détermination et ses aspirations. Le syndicalisme de lutte retrouve son élan. La dynamique citoyenne se cherche et s'étend, dans les salles, dans la rue et sur les places. Il reste à mettre la politique, de bas en haut, dans la société et dans les urnes, à la hauteur des exigences exprimées un peu partout. Il reste à faire en sorte que l'insatisfaction et la colère ne se tournent pas en ressentiment mais alimentent l'espérance.

Faire marcher le social et le politique d'un même pas, redonner l'hégémonie à l'alternative : voilà qui est désormais de l'ordre du possible. Pas dans un avenir lointain : sans attendre. Le PS veut nous engluier dans «sa» primaire et délégitimer cette gauche que l'on dit «autre» et dont la droitisation socialiste fait, chaque un peu plus, qu'elle incarne «la gauche», tout simplement. Face à cette tentative, il existe d'ores et déjà un outil.

On peut penser ce que l'on veut de la candidature de Jean-Luc Mélenchon :

force est de constater qu'elle a créé un déclic. L'homme est considéré, dans des proportions significatives, comme la personnalité du moment la plus à gauche et la plus représentative de la gauche tout entière. Les sondages laissent entendre qu'il peut devancer le chef de l'État au premier tour et mettre ainsi un terme à un cycle de quatre décennies. Ce faisant, il n'affaiblit pas la gauche : il lui offre au contraire la chance historique de se redresser.

L'ENGAGEMENT ET LA RESPONSABILITÉ

À mon sens, le temps n'est plus à l'expectative. S'il est possible avec Mélenchon d'inscrire dans les urnes l'idée qu'il n'est de gauche possible qu'en rompant avec plus de trois décennies d'errements libéraux, rien ne doit empêcher la réalisation de cette possibilité. Si cette candidature est un outil pertinent, à quoi bon repartir de zéro pour s'en bricoler un autre ? Et à quoi bon opposer engagement collectif et personnalité individuelle ? En 2012, elles fonctionnèrent ensemble ; il ne dépend que de nous qu'il en soit de même en 2017. Pour cela, écartons tout ce qui freine la synergie des deux : bannissons toute idée de ralliement à un homme ; ne multiplions pas les «conditions» qui seraient nécessaires pour le soutenir. Nous savons que, si nos mots ne sont pas toujours les mêmes, notre ambition est commune, et depuis longtemps. Or l'ambition n'est rien, si ceux qui la partagent ne convergent pas en pratique.

À chacun désormais, candidat bien installé dans le paysage de 2017 et organisations, engagées avec lui déjà ou pas encore, de faire les gestes témoignant d'un même esprit de responsabilité. À chacun d'aider à trouver les formes collectives qui vont permettre à chaque individu et à chaque organisation de trouver sa place, pour construire du commun, sans sacrifier une miette de son irréductible spécificité. Sur le fond, dans la diversité de nos sensibilités, nous disposons du socle politique et éthique qui nous a mis en mouvement, de 1995 à 2012. Il suffit que nous décidions que l'existence de ce socle vaut davantage que les querelles, les préventions, les calculs particuliers.

Nous avons une chance historique. Nous serions impardonnables de ne pas nous en saisir. En Espagne, la tradition ancienne d'Izquierda Unida et les pousses nouvelles de Podemos ont enfin décidé de se retrouver. Elles se tournaient le dos hier ; elles marchent ensemble aujourd'hui.

Ayons la même conviction qu'en Espagne : « Unis, nous pouvons » !

● ENTRETIEN PAR CATHERINE TRICOT





LA RÉPRESSION, BRAS ARMÉ DE LA LIBÉRALISATION

Les mobilisations du printemps ont illustré comment les doctrines policières répressives ont été mises au service d'un exécutif qui a cherché le rapport de forces. Pour imposer la loi travail et discréditer le mouvement social.

Le gouvernement choisit le camp de la peur

Depuis la manifestation du 14 juin, tout se passe comme s'il ne restait à l'État qu'une coercition sans dialogue. Qui traduit son glissement de la violence symbolique des mots à la violence physique de la répression.

Après la manifestation du 14 juin, le mot à l'honneur est celui de « climat ». Le « climat » : c'est le mot utilisé largement dans la presse pour évoquer les tensions de la semaine. Alors que Manuel Valls se félicitait, en début de semaine, d'être « serein » face à une mobilisation sociale que l'exécutif jugeait en déclin, les récentes déclarations du premier ministre sont loin d'être apaisées. Sommant la CGT de lever toute « ambiguïté » vis-à-vis des actes de casse perpétrés lors de la manifestation du 14 juin ; alors que celle-ci s'est désolidarisée bien évidemment.

François Hollande cherche à intimider directement le mouvement social en déclarant, via le porte-parole du gouvernement, Stéphane Le Foll, pouvoir interdire certaines manifestations sous la condition de la sécurité des biens

et des personnes. L'interdiction n'est pourtant pas chose facile, non pas que cela soit impossible sur le registre discrétionnaire, mais il y a un fort risque de se heurter à la rugueuse nature de l'opinion publique. Et quand on traîne une cote de popularité aussi basse, autant dire que cela se révèle périlleux.

LA BATAILLE DE L'OPINION

C'est à ce moment qu'entre en jeu le communicant, ou dans le cas d'un chef de gouvernement, son bataillon entier de communicants. Et s'il y a bien une chose que ces derniers savent, c'est que l'opinion publique est prompte à s'émouvoir. Il ne reste plus alors que la bataille des mots, ceux qui feront retourner une opinion jusque-là bienveillante. Tout est alors réfléchi, préparé, calculé, on pèse le pour et le contre. Ici,

l'enjeu est davantage le contre, que le pour. Contre la CGT en premier lieu : en faisant porter la responsabilité des violences commises le 14 juin à l'avant du cortège syndical sur la CGT et son service d'ordre, l'exécutif tente de gagner la bataille de l'opinion, au prix de la peur. L'enjeu principal est cerné depuis le début du mouvement social : le 20 mai, 65% des sondés trouvaient les grèves et les blocages « justifiés ». La semaine dernière, près de 60% des interrogés par l'Ifop exprimaient la même position. Hélas pour le gouvernement, l'opinion peine à se retourner – même si l'opération fait ressentir quelques effets. Le contraste reste saisissant : alors que la popularité de Manuel Valls et François Hollande chute, le soutien à la grève reste élevé.

Dans un premier temps, il s'agit d'identifier la menace. Celle-ci doit être facilement identifiable. Ce ne peut pas être le mouvement social ou la manifestation, pas plus que le «cadre unitaire» : elle doit être assimilable à un représentant ou à un archétype. En l'occurrence, ce sera celui de Philippe Martinez, secrétaire confédéral de la CGT, ou bien un syndiqué cégétiste. Si cela ne suffit pas, vous pouvez les assimiler aux «cas-seurs», leur faire porter la responsabilité des actes de violence commis lors des manifestations. Ou encore identifier quelques militants syndicaux qui se seraient eux mêmes livrés à des actes de violences.

LE PARTI DE LA CONFUSION

Une fois la menace définie, il reste à isoler un élément marquant. Quoi de mieux qu'un hôpital, quand celui-ci, qui plus est, est destiné à accueillir des enfants malades ? Ensuite, les mots devant frapper au cœur, un champ lexical guerrier est tout indiqué. L'hôpital Necker a été « dévasté », dévasté au même titre qu'une ville en guerre. Les casseurs, eux, semblaient souhaiter « tuer » des policiers – sans armes létales pourtant, alors que les policiers disposent de tenues renforcées et ignifugées, sans parler des casques, gilets pare-balles et boucliers.

Tout concourt à ce « climat » que seuls les hommes politiques et les éditorialistes semblent interpréter de cette manière. Les manifestants, eux, témoignent d'un niveau de violence policière inédit dans des manifestations syndicales. Le discours de Manuel Valls a aussi comme fonction de rendre invisibles les blessés lors des défilés.

Les catégories, en théorie, sont là pour expliquer, comprendre, y voir plus clair. Mais elles peuvent également servir à trier, confondre et incriminer. Le « climat » que définit Le Monde du 17 juin relève de la confusion. Confondre, sous prétexte d'une même temporalité, la mobilisation contre la loi Travail, CGT en tête, les «casseurs» et le terrorisme revient à situer son discours dans un champ particulier. Le champ de tout ce qui s'oppose à la «majorité silencieuse», à une certaine conception de la République, à un corps politique qui ne fait plus tout à fait corps...

LE LANGAGE DE LA DROITE

La CGT parle d'un gouvernement aux abois ; c'est un peu plus que cela : le symptôme d'un pouvoir usé et affaibli qui instille la peur dans les consciences pour éluder ses propres faillites. Le caractère inédit de la situation réside bien dans le langage : la reprise par la gauche de gouvernement de la terminologie traditionnellement réservée à la droite, la volonté de jouer la division au sein des salariés sont autant de signes de la décomposition du Parti socialiste. La droite n'a désormais plus le monopole de la peur.

Quelle marge de manœuvre reste-t-il au gouvernement ? S'il ne gagne pas la bataille de l'opinion, même en rompant les derniers liens de cette social-démocratie-là avec le peuple de gauche, alors il est condamné à courir derrière les thèmes identitaires de la droite. S'il ne gagne pas la bataille de la peur, fût-ce au prix de l'interdiction à trois centrales majeures de salariés de manifester, alors la loi travail n'aura jamais aucune légitimité.

La ligne de crête est étroite : gagner cette bataille, c'est perdre la guerre et la base sociale historique d'un bloc de gauche qui, déjà usé par l'exercice du pouvoir, n'en gardera, s'il persévère dans la fabrique de la peur, que les oripeaux. C'est là la limite des stratégies de communication.

● ADRIEN GUEYDAN, PIERRE JEAN

Flash-Ball, grenades : pourquoi il faut désarmer le maintien de l'ordre

**Les protestations contre les violences policières
vont croissant. Cause principale des dérives, l'arsenal
des «armes sub-létales» des forces de l'ordre doit
rapidement être remis en question.**


D'un côté, un constat : des violences policières répétées depuis le début du mouvement contre la loi travail, avec leur lot de drames. De l'autre, deux analyses de la situation en radical décalage : un pouvoir politique qui minimise et légitime des réponses « strictement proportionnées », et une part croissante de la société civile qui remet en cause ces brutalités.

Ce regain des violences prend sa source dans une mutation de la stratégie globale du maintien de l'ordre, entamée il y a de cela vingt-et-un ans et qui a vu le réarmement progressif des forces de polices. Il s'explique également par

des facteurs propres à la conjoncture politique et juridique actuelle. Dans ce cadre, questionner la pertinence des armes du maintien de l'ordre prend tout son sens, au vu des risques de dérives qui menacent concrètement la suite des événements.

DANS LE VISEUR DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La large visibilité donnée à ces violences grâce à de nombreuses vidéos, professionnelles ou amatrices, ainsi que plusieurs accidents graves et dérives surprenantes subis par des publics variés – manifestants pacifistes, militants



syndicaux, journalistes, collégiens – ont permis de porter le sujet des violences policières sur le devant de la scène, notamment dans sa composante des armes de maintien de l'ordre. Un réveil citoyen printanier qui fait fleurir rapports, pétitions, plaintes collectives auprès du Défenseur des droits, appels citoyens, et même de timides articles de grands médias, pourtant plutôt orientés vers la criminalisation du mouvement.

À l'heure où la réponse de nos parlementaires se traduit par des propositions de lois sécuritaires, qui renforceraient de nouveau les moyens juridiques de la répression, il paraît urgent d'imposer au plus vite l'interdiction de ces armes désignées comme «sublétales», «non-létales» ou encore à «létalité atténuée». De plus, au moment où les débats se concentrent souvent seulement sur la dimension réglementaire ou non de leur usage lors des accidents, il semble au contraire que le problème central se situe plutôt dans la légalité même de leur utilisation, du fait de leur dangerosité intrinsèque.

L'occasion d'un bref tour d'horizon des armes actuelles du maintien de l'ordre, depuis leurs origines et leur cadre réglementaire d'utilisation, jusqu'à leurs

dérives – potentielles et constatées - et aux résistances qui leur sont spécifiquement exprimées.

Le Flash-Ball, ou LBD, a connu trois générations successives, à précision et puissance croissantes : le Flash-Ball Compact, le Flash-Ball Super-Pro, et le Lanceur de balles de défense 40x46, dit LBD 40. Son premier modèle est introduit en 1995 par Claude Guéant, alors directeur général de la Police nationale, marquant le point de départ du réarmement progressif des forces de police.

Présenté comme une arme à usage limité, il se généralise pourtant rapidement. Les victimes ne se font pas attendre. Une première personne perd un œil à Villiers-sur-Marne en 1998, suivie de nombreuses autres, jusqu'au premier décès causé par un Flash-Ball, en décembre 2010. La même année, un lycéen montreuillois est éborgné alors qu'il déplace une poubelle pour bloquer son lycée. Le policier fautif – soutenu par certains de ses collègues – avait, de plus, porté plainte contre la victime pour violences, avant d'être finalement lui-même condamné pour violences volontaires et faux et usage de faux, grâce à la publication d'une vidéo de l'accident. D'où, une fois encore, l'importance de la prise

d'images lors des actions de répression. La réglementation actuelle est issue d'une circulaire de septembre 2014, publiée par les directeurs généraux de la police et de la gendarmerie. Les agents qui utilisent leur arme doivent le faire sous contrôle, et ne doivent pas viser la tête. De plus, les tireurs reçoivent en amont une formation qui les habilite à user du Flash-Ball ou du LBD 40. Force est de constater que cela n'empêche toujours pas les drames. Le dernier en date est tout récent : à Rennes, le 28 avril dernier, un étudiant perd son œil alors que d'après son témoignage, positionné en retrait du cortège, il tente de fuir une charge de police.

Le 16 juillet 2015, le Défenseur des droits Jacques Toubon avait recommandé l'interdiction du Flash-Ball Super-Pro « dans un contexte de manifestation publique », sans remettre en cause celle du LBD 40, jugé plus précis. Un Super-Pro dont l'IGPN vient effectivement de décider la suppression à partir de 2016. Un simple « effet d'annonce » selon Aline Daillère de l'ACAT, qui rappelle que « les LBD 40 font tout autant de dégâts » et doivent par conséquent « aussi être supprimés ». Enfin, un appel citoyen « contre l'usage des Flash-Ball et des LBD » a

également été lancé le 1er mai.

Répondant à l'appellation technique de « dispositif balistique de dispersion », la grenade de désencerclement a donc failli tuer le 26 mai dernier à Porte de Vincennes. Si toute l'attention médiatique est portée sur cet événement, il faut signaler que nombre d'autres blessures causées par cette arme ont été relevées ces derniers mois, du moins par les manifestants : le 1er mai à Paris, puis le 26 à Paris, Lyon et Nantes, entre autres. On pourra prendre pour exemple la photo de ce journaliste, heurté par un éclat près de la place de la Nation le 1er mai, dont la photographie parle d'elle-même. La grenade de désencerclement avait déjà, par le passé, causé des blessures, ce qui avait poussé le Défenseur des droits à se saisir de la question en 2009.

Introduite par Nicolas Sarkozy en 2004, cette arme se veut également strictement réglementée. Une directive de décembre 2004 affirme qu'elle doit être lancée à la main de manière à rouler sur le sol, les tirs en cloche ou en l'air étant formellement proscrits. De plus, elle ne peut être utilisée que « dans un cadre d'autodéfense rapprochée, et non pour le contrôle d'une foule à distance ».

Mais, même en cas de respect de ce règlement, la grenade constitue un danger pour l'intégrité physique des manifestants. Les dix-huit plots de caoutchouc qu'elle libère peuvent en effet, même depuis le sol, être projetés à hauteur de visage, ce qui contredit les dires des fabricants. Des morceaux issus du bouchon métallique de la grenade peuvent même se transformer en éclats. Le tout dans une explosion à un niveau sonore de 160 décibels.

Cela pousse, en toute logique, à la réclamation de son interdiction pure et simple, alors que son usage risque au contraire de croître, du fait de l'interdiction de la grenade offensive suite à la mort de Rémi Fraisse à Sivens, le 26 octobre 2014.

Le lanceur de grenades lacrymogène, ou lanceur Cougar, ne constitue pas une arme au sens propre, mais se voit parfois utilisé comme telle. Pour cela, les policiers l'utilisent à l'envers, crosse en l'air, afin de déjouer la courbure de ladite

crosse qui vise justement à empêcher les tirs tendus. À titre d'exemple, on a récemment vu des caméramans visés par ces tirs tendus de grenades lacrymogène, extrêmement dangereux et non-réglementaires. C'est ici la déontologie des agents coupables de ces gestes qui est en cause, ainsi que l'absence récurrente de sanctions liée à la difficulté de porter plainte.

Pour toutes ces raisons, de nouveaux drames auront inévitablement lieu si rien n'est fait dans le sens d'une interdiction des grenades de désencerclement et du LBD 40, ainsi que pour le respect strict de l'interdiction des tirs tendus de grenades lacrymogènes (a minima). Un article récent paru sur Regards se prononçait lui pour l'interdiction du gaz lacrymogène, mais c'est une autre histoire. Rappelons juste que ce gaz a provoqué le 26 mai la crise d'épilepsie de Romain D. après sa blessure à la tempe, selon les pompiers qui l'ont recueilli.

● MANUEL BORRAS

Hugo Melchior, militant criminalisé

Jeune universitaire rennais mobilisé contre la loi travail, Hugo Melchior est «interdit de séjour» dans sa propre ville. Un exemple, parmi beaucoup d'autres, de la répression du mouvement social grâce au prévisible détournement de l'état d'urgence.

Hugo Melchior est un militant du mouvement Ensemble-Front de gauche, ancien membre de Sud-étudiant et de la LCR, actuellement doctorant en histoire et chargé de cours à l'université de Rennes. La France compte de nombreux Hugo Melchior. Un jeune homme engagé, qui aime défendre ses idéaux, manifester pour les valeurs humanistes qui l'animent, agir contre ce qui le révolte. Mais nous vivons une époque si formidable que la lutte contre Daesh se mue aujourd'hui en traque de militants politiques, une chasse aux sorcières aussi violente que silencieuse si l'on s'en tient aux médias dominants. Et Hugo Melchior en constitue un triste symbole.

Mardi 17 mai, trois fonctionnaires de police sont venus chez lui pour lui remettre en mains propres un procès-verbal lui

notifiant une interdiction de séjour dans le centre de Rennes, avec un périmètre assez étendu comprenant la gare, la mairie, le vieux Rennes, et ce pour une durée de quinze jours. Hugo n'est pas seulement interdit de circulation le temps des manifestations, mais à toute heure du jour et de la nuit. Cette interdiction découle de la loi du 3 avril 1955 relative à l'état d'urgence.

Les raisons invoquées sur le procès-verbal d'Hugo Melchior relèvent d'une logique préventive : sa participation aux manifestations serait susceptible d'engendrer des troubles graves à l'ordre public. Les forces de l'ordre se sont appuyées sur des considérants reposant sur sa trajectoire politique. Ce qui est mis en lumière, c'est sa participation à différentes manifestations les années

précédentes : en 2013, Hugo a manifesté à la suite de la mort de Clément Méric, le 22 février 2014 contre l'organisation d'un meeting du FN, en novembre 2014 pour dénoncer la mort de Rémi Fraisse... La police fait référence à sa proximité avec la mouvance «anarcho-autonome», qui est en effet présente à Rennes depuis quinze ans. Cette proximité est énoncée simplement parce qu'il a participé à des manifestations avec eux. Le fait qu'il ait été un militant de la LCR puis d'Ensemble n'est en revanche pas pointé. À aucun moment, le procès-verbal de son interdiction ne mentionne qu'il aurait lancé des pierres sur les policiers, insulté les forces de l'ordre ou pris part à des affrontements.

En réalité, Hugo Melchior joue un rôle très actif dans la mobilisation contre la loi El Khomri. Serait-ce là le danger ? Hugo Poitevin, militant à la Jeunesse communiste et conseiller municipal, vient lui aussi de recevoir une interdiction de séjour. À travers la France, depuis des mois, les récits de cette traque des acteurs du mouvement social circulent sur les réseaux sociaux. Le détournement de la loi de l'état d'urgence est effective. La lutte contre l'Organisation de l'État islamique est sans fard instrumentalisée pour entraver le militantisme.

POLITIQUE DE DISSUASION

Cette mesure administrative, extra-judiciaire, unilatérale de la préfecture et donc du ministère de l'Intérieur, est pour Hugo Melchior une atteinte à ses libertés fon-

damentales. Elle a des conséquences concrètes sur sa capacité à militer. Ces semaines sans pouvoir circuler librement dans le centre de Rennes parasitent sa vie quotidienne. L'état d'urgence est sensé lutter contre le terrorisme et nous sommes face à des mesures coercitives qui touchent des secteurs totalement étrangers aux réseaux djihadistes. Ce qui est invoqué, c'est le maintien de l'ordre. Comme l'interdiction est purement individuelle, l'enjeu est autre que de prévenir des débordements lors de manifestations. Il s'agit de distiller la peur en faisant un exemple, de focaliser sur un militant très actif pour le faire craquer, pour qu'il renonce à militer parce que cette interdiction est humainement éprouvante.

Ce qui est à l'œuvre, c'est une logique politique. Le ministère de l'Intérieur, et donc le gouvernement sont en cause dans cet usage politique de la loi de 1955. Au même moment en Bretagne, des journalistes ont été matraqués, des collégiens à Saint-Malo ont été blessés. Dans un contexte où le gouvernement a choisi de rendre durable l'état d'urgence et d'imposer par le 49.3 une loi El Khomri pour laquelle il n'a ni majorité dans le pays, ni majorité parlementaire, dans ce moment où le patron du Medef, Pierre Gattaz, qualifie la CGT de terroriste, tout devient possible... Sauf si nous sommes suffisamment nombreux à exprimer notre refus de telles atteintes aux libertés dans un État de droit.

● CLÉMENTINE AUTAIN